

TAURACO · FINANCEMENT INSTITUTIONNEL & ERP OHADA

Documentation fonctionnelle Tauraco

Documentation fonctionnelle

Édition du 25 septembre 2026

tauraco.io · app.tauraco.io

Sommaire

- | | |
|--|-----------------------------------|
| 01 Facturation & comptabilité
OHADA | 08 KYB institution |
| 02 Pipeline de la facture | 09 Abonnements institutions |
| 03 Demande de financement | 10 Collatéral & assiette |
| 04 Analyse de dossier | 11 Tierce détention |
| 05 Offres & conditions structurées | 12 Alertes & observabilité métier |
| 06 Position concurrentielle &
fourchettes de marché | 13 Réseau de démonstration |
| 07 Contrats, facilité et servicing du
financement | 14 Revue juridique |
| | 15 IA embarquée |

Ce document décrit, processus par processus, ce que fait Tauraco et pourquoi — indépendamment de l'écran ou du bouton qui le déclenche. Chaque section répond à trois questions : à quoi sert ce processus, comment l'application le réalise concrètement, et quels garde-fous l'entourent pour qu'il ne dévie jamais de sa finalité déclarée. Tauraco est la plateforme de gestion et de financement des entreprises de l'espace OHADA : un ERP complet (facturation, comptabilité SYSCOHADA, trésorerie, stocks, immobilisations), la facturation électronique, et un financement institutionnel intégré — vos factures comme vos marchandises, instruites par des banques partenaires qui fixent leurs propres conditions, avec sûretés et tierce détention de niveau bancaire. Elle instruit les dossiers et met en relation les entreprises avec ces banques, mais ne prête jamais elle-même, ne détient jamais les fonds, et ne fixe ni ne classe jamais une condition commerciale — ce principe traverse la quasi-totalité des quinze processus qui suivent.

01 Facturation & comptabilité OHADA

Pourquoi

Toute facture émise et tout paiement encaissé doivent être posés dans une comptabilité conforme au référentiel SYSCOHADA, pour que l'entreprise reste en règle avec ses obligations légales. Mais cette même facture, une fois correctement soldée, est aussi la matière première du financement : sans facturation fiable et sans comptabilité tenue, aucun dossier ne peut être instruit ni analysé plus loin dans la chaîne.

Comment dans l'application

Deux notions de « facture » coexistent et ne doivent pas être confondues. La facture ERP (émission client, encaissement) alimente la comptabilité générale ; la facture soumise au pipeline de financement (voir le processus suivant) en est un objet distinct, qui peut être adossée à une facture ERP existante.

Émission. Une facture naît en `DRAFT`, numérotée automatiquement, avec ses montants HT/TVA/TTC calculés ligne à ligne. L'envoyer la fait passer en `SENT`, déclenche un e-mail récapitulatif et, pour un tenant ou un client français, la soumet au partenaire de facturation électronique (PDP). Les statuts qui suivent : `PARTIALLY_PAID`, `PAID`, `OVERDUE`, `CANCELLED`, ou `FINANCING_REQUESTED` lorsqu'un financement est engagé sur cette facture.

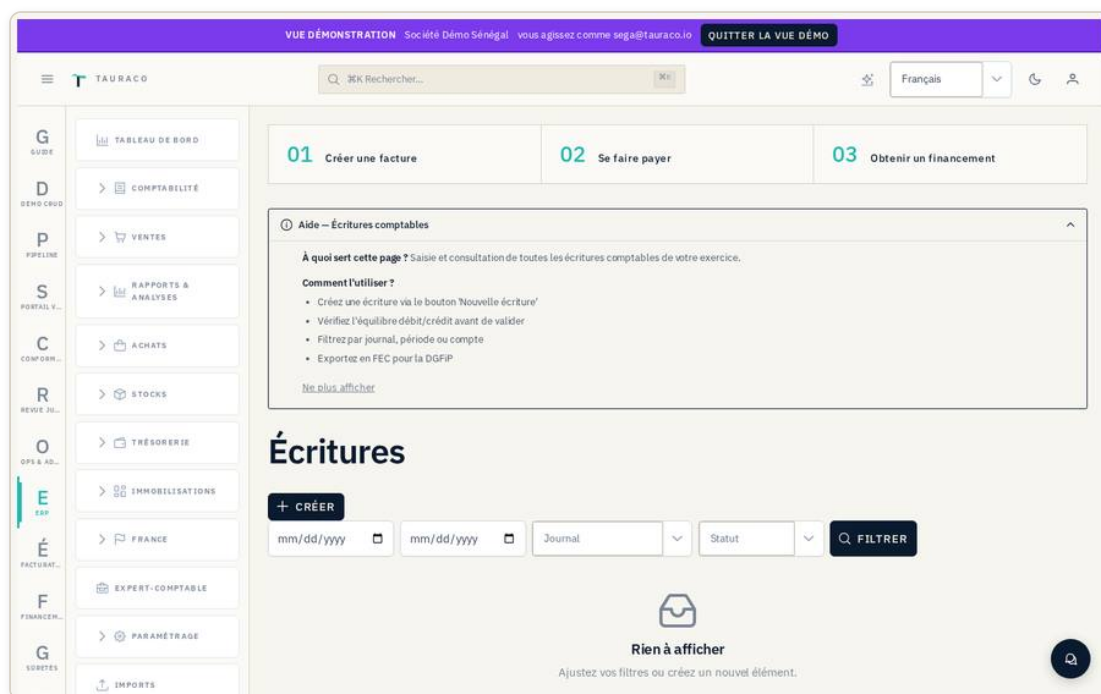
Encaissement. Un paiement est refusé si la facture est déjà annulée, déjà soldée ou déjà engagée dans un financement, ou si le montant est nul ou dépasse le solde dû. Chaque encaissement recalcule le statut de la facture.

Comptabilisation. Le référentiel SYSCOHADA (plan comptable complet, classes 1 à 9) est posé par un service dédié, qui pose aussi un plan comptable général parallèle pour les tenants français. Poser une facture en comptabilité (débit du compte client 411, crédit des comptes de ventes et de TVA collectée) est une action que

déclenche un comptable habilité — ce n'est pas automatique à l'émission ou à l'envoi de la facture.

Périodes comptables. Chaque période suit un cycle strict à trois statuts : `OPEN`, `CLOSED`, `LOCKED`. Une période ne peut être verrouillée que si elle a d'abord été clôturée — il n'existe aucun raccourci d' `OPEN` à `LOCKED`. La clôture peut générer les écritures de clôture (solde des comptes de charges et de produits vers le compte de résultat).

Lettrage. Le rapprochement des lignes débit et crédit d'un même compte (client 411, fournisseur 401) se fait par appariement de montants identiques — la ligne débit la plus ancienne avec la ligne crédit non lettrée de même montant — et produit un code de lettre séquentiel. Une facture entièrement soldée par ce rapprochement passe en `FULLY_LETTERED`, un rapprochement partiel en `PARTIALLY_LETTERED`. Ce lettrage comptable est un processus distinct du rapprochement des mouvements de financement institutionnel (voir le processus 7), qui compare des soldes de facilité et non des écritures de compte.



◆ Le journal des écritures comptables SYSCOHADA.

Garde-fous

- Une écriture comptable ne peut jamais être créée ni modifiée dans une période `CLOSED` ou `LOCKED` — toute correction nécessite une contre-écriture dans la période ouverte suivante, jamais une modification en place.
- Sur une écriture existante, seuls le libellé et le compte peuvent être corrigés ; les montants sont immuables une fois posés — c'est la garantie d'audit OHADA.
- Clore ou verrouiller une période, ainsi que déclencher la comptabilisation d'une facture, sont des actions réservées aux rôles comptables et d'administration — jamais accessibles à un utilisateur ERP standard.

- Une écriture ne peut être créée à somme nulle, et le moteur rejette toute écriture où débit et crédit ne s'équilibrent pas.

02 Pipeline de la facture

Pourquoi

Un PDF de facture, tel qu'il est déposé, ne dit rien d'exploitable à une banque. Le pipeline transforme ce document en un dossier structuré, vérifié et noté — la condition pour qu'une demande de financement puisse seulement être soumise. C'est la porte d'entrée unique de toute donnée de facturation vers le reste de la plateforme.

Comment dans l'application

Chaque transition du pipeline est portée par un worker qui consomme un flux Redis dédié. Le macro-parcours canonique est `UPLOADED → FILE_PREPROCESSED → OCR_DONE → FIELDS_EXTRACTED → VALIDATED → SCORED`, mais l'état réel d'une facture est plus fin (une vingtaine de statuts au total, dont `QUARANTINED` et `REJECTED`), et chaque transition est vérifiée par une machine à états qui refuse tout passage non autorisé.

- **Antivirus** — première étape réelle, avant tout traitement du contenu : le fichier est scanné (ClamAV) ; infecté, la facture est mise en quarantaine et le pipeline s'arrête ; propre, elle passe en préparation.
- **OCR** — le texte est extrait du document, avec vérification d'intégrité du fichier récupéré depuis le stockage objet.
- **Extraction des champs** — les données structurées (montants, dates, parties) sont extraites, avec un score de qualité de donnée composite (confiance OCR, confiance d'extraction, complétude des champs clés, cohérence arithmétique $HT+TVA=TTC$).
- **Validation et détection de fraude** — les règles métier sont appliquées ; un rejet dur intervient si le score de fraude dépasse un seuil et qu'un signal grave est présent (fournisseur identique à l'acheteur, échéance antérieure à l'émission).
- **Notation** — une note de risque est calculée et persistée : c'est l'état terminal `SCORED`, celui d'un dossier « Analysée », instruisable.

Garde-fous

- Un échec de traitement laisse le message en attente, avec relance à backoff jusqu'à un nombre limité de tentatives ; au-delà, le message part vers une file d'erreurs plutôt que de bloquer indéfiniment le flux.
- Chaque worker publie un battement de cœur régulier — une facture bloquée signale d'abord un worker arrêté, pas nécessairement une donnée corrompue.
- Chaque scan antivirus est audité et son résultat conservé comme preuve, indépendamment de la suite du traitement.

- L'état **SCORED** est aujourd'hui le terminus effectif du pipeline : il rend le dossier instruisable pour une demande de financement, mais ne produit plus, de lui-même, une annonce de marché automatique.

03 Demande de financement

Pourquoi

Une fois une facture analysée, l'entreprise peut demander à une ou plusieurs banques partenaires de la financer. Ce processus organise cette mise en relation sans jamais faire porter à Tauraco le risque de crédit ni les fonds : la plateforme instruit et achemine un dossier, la décision reste entièrement celle de chaque banque destinataire.

Comment dans l'application

Éligibilité — deux couches volontairement séparées. La plateforme vérifie des faits sur la facture (non annulée, non soldée, montant cohérent, échéance valide, encours disponible, absence de demande déjà ouverte sur la même facture) : chaque motif de refus est collecté en une seule passe. Les critères commerciaux propres à chaque banque (plafond, secteurs exclus) restent privés à cette banque et servent seulement à filtrer les destinataires possibles — jamais à refuser la demande elle-même. Enfin, une institution ne peut recevoir une demande que si une règle d'éligibilité du financeur l'y autorise explicitement pour ce pays et ce produit, et si sa qualification est valide.

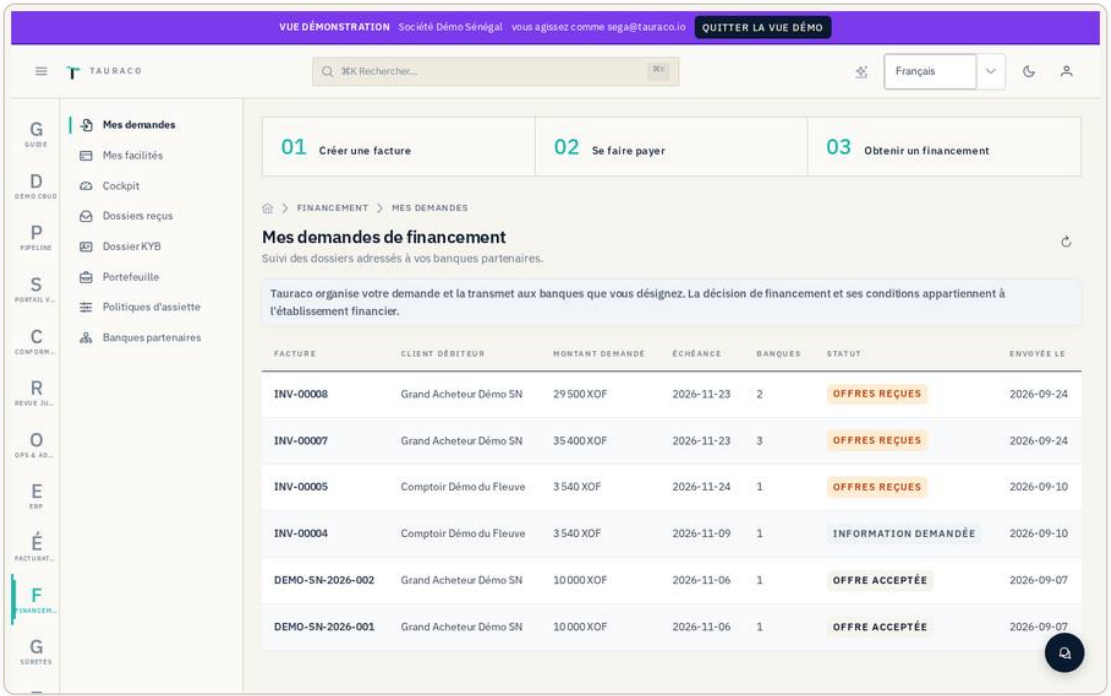
Snapshot figé. Au moment de la soumission, un instantané de la facture, de l'encours, du cédant et du débiteur est figé et signé par une empreinte cryptographique — il porte aussi le niveau de vérification atteint et un avertissement explicite : il ne constitue pas une garantie de recouvrement. Il répond à deux questions seulement : qu'a reçu la banque, et qu'est-ce qui a changé depuis — sans qu'aucune conséquence juridique automatique ne soit tirée d'un écart constaté.

Destinataires. Chaque banque destinataire est ajoutée individuellement, jamais par diffusion implicite à « toutes les banques éligibles » ; elle est revalidée contre l'annuaire au moment même de la soumission.

Modes. Le mode **RFQ** institutionnel est le mode par défaut : appel d'offres classique, sans aucune position relative visible. Le mode compétitif permet à une banque de voir sa propre position (meilleure, compétitive, non compétitive, seule en lice) sans jamais voir les montants ni les identités de ses concurrentes. Un mode d'enchère est prévu dans le vocabulaire mais son moteur n'est pas livré.

Messages et compléments. Chaque échange se fait sur un fil dédié au couple demande-institution : la question d'une banque ne regarde jamais une autre banque. Demander une pièce fait passer la relation en attente d'information ; la réponse la remet en revue. Certains documents sont visibles de tout le dossier,

d'autres réservés à une seule banque, pour ne pas offrir gratuitement à ses concurrentes le travail d'instruction d'une institution.



◆ Le suivi d'une demande de financement côté entreprise.

Garde-fous

- Deux motifs de refus distincts existent pour une institution sans règle d'éligibilité — l'un pour une zone déjà instruite mais incomplète, l'autre pour une juridiction non traitée — précisément pour ne jamais laisser deviner une règle par proximité géographique.
- Retirer un destinataire après l'envoi de la demande est interdit, afin de préserver la trace de qui a eu accès au dossier.
- Un brouillon de demande retient déjà la facture concernée, empêchant qu'une deuxième demande concurrente soit ouverte sur la même facture.
- Le statut « financé » n'est jamais déduit automatiquement : il n'est constaté que sur confirmation explicite de la banque.

04 Analyse de dossier

Pourquoi

Une banque qui reçoit une demande ne connaît ni le débiteur ni l'historique de la relation commerciale entre le cédant et son client. Ce processus reconstruit des faits vérifiables — historique de paiement, indicateurs de risque — pour réduire cette asymétrie d'information, sans jamais se substituer à un jugement de crédit que seule la banque peut porter.

Comment dans l'application

Historique reconstruit « à date ». Une facture n'est considérée soldée à une date donnée que si la somme des paiements effectivement intervenus avant cette date couvre son montant total — jamais parce que son statut actuel le dit. Un paiement survenu après la date de référence est ignoré : interroger deux fois le même historique à la même date produit toujours la même réponse. Un retard est considéré comme un incident seulement s'il dépasse strictement trente jours ; un débiteur est qualifié de lent si son retard moyen dépasse quinze jours. Chaque agrégat publié porte sa formule de calcul en toutes lettres, jamais une valeur plausible calculée sur un échantillon vide.

Grade, score et probabilité de paiement. Le moteur de notation produit un grade, un score numérique et une probabilité de paiement, ainsi qu'un délai attendu et des signaux de risque. Chaque nouvelle analyse crée une ligne versionnée distincte — jamais une correction en place d'une analyse antérieure.

Nominative et transparente. Contrairement au marché anonymisé des investisseurs (voir le processus 15), cette analyse porte l'identité réelle du débiteur et du cédant : elle est visible par toutes les banques destinataires de la demande, et par l'entreprise elle-même, qui voit toujours sa propre analyse. Seul un résumé rédigé par intelligence artificielle, mis en cache, reste réservé à la banque.

IBAN neutralisé. Une décision de produit explicite désactive le contrôle de cohérence du compte bancaire dans le calcul de risque : les IBAN africains ne sont ni fiables ni connectés à un système de compensation qui pourrait réellement les valider, et les vérifier donnerait une fausse impression de contrôle. Aucune analyse ne porte donc de pénalité liée à l'IBAN.

The screenshot displays the Tauraco application interface. The top navigation bar includes the Tauraco logo, a search bar, and language settings (Français). The left sidebar contains navigation links: G AUBRE, F FINANCEMENT, and T TIERCE DE... The main content area is titled 'Dossier de financement' and shows details for 'Société Démon Sénégal'. It includes a 'Dossier soumis' section with fields for ENTREPRISE, CLIENT DÉBITEUR, FACTURE, MONTANT DE LA FACTURE, RESTE DÙ, MONTANT DEMANDÉ, ÉCHÉANCE, and DATE D'ÉMISSION. Below this is an 'Analyse du dossier' section showing a SCORE of 70, a PROBABILITÉ DE PAIEMENT of 85%, and a DÉLAI ATTENDU of 15 jours. The interface also displays 'Déductions retenues (3)' and 'Historique du débiteur' with fields for RETARD MOYEN and PART RÉGLÉE À L'HEURE.

◆ L'analyse nominative d'un dossier, côté banque.

Garde-fous

- Le calcul de l'analyse est encapsulé dans son propre point de restauration en base : son échec ne bloque jamais la soumission de la demande de financement.
- L'historique n'est jamais réécrit — une nouvelle version s'ajoute, l'ancienne reste consultable.
- L'entreprise a un accès garanti et permanent à sa propre analyse : la transparence vers le cédant n'est pas une option d'affichage, elle est structurelle.

05 Offres & conditions structurées

Pourquoi

Le taux, la quotité d'avance et les frais d'un financement relèvent entièrement de la politique commerciale de la banque qui prête — jamais de la plateforme qui met en relation. Un défaut « raisonnable » proposé par Tauraco deviendrait de fait la condition de marché, ce que la plateforme n'a pas le droit de fixer.

Comment dans l'application

Une offre porte un taux, un type de taux (taux annuel, commission forfaitaire, ou marge), une quotité d'avance et des frais, tous saisis par la banque. Seule la forme de ces champs est vérifiée — positivité, bornes techniques — jamais leur valeur : la plateforme ne calcule, ne suggère et ne compare aucune condition. Le moteur de tarification interne qui existait pour le mode islamique a été supprimé, précisément parce qu'il calculait un prix côté plateforme.

Une fois soumise, une offre ne peut plus être modifiée sur aucun de ses champs commerciaux — la réviser crée une nouvelle version, l'ancienne étant marquée comme remplacée. Une seule offre peut être vivante à la fois pour un couple banque-demande, et une seule peut être acceptée par demande.

Acceptation. Quand l'entreprise accepte une offre : la facture est verrouillée, l'offre est rechargée et vérifiée non échue, l'encours disponible est recalculé sous ce même verrou pour empêcher tout surfinancement, l'offre est marquée acceptée et toutes les autres offres soumises sur cette demande sont automatiquement rejetées. Un engagement ferme est alors créé, à l'état « conditions en attente » — accepter engage, cela ne rend rien mobilisable de soi-même. La porte juridique (existence d'une exécution de sûreté possible dans ce pays et ce régime) est évaluée séparément : son absence est journalisée mais n'annule jamais l'acceptation elle-même.

VUE DÉMONSTRATION Société Demo Sénégal vous agissez comme sega@tauraco.io **QUITTER LA VUE DÉMO**

Banques saisies

BANQUE	STATUT	CONSULTE LE	MOTIF DU REFUS
Tauraco Demo Bank — Sénégal	Offre envoyée	2026-09-24	
Tauraco Demo Bank — Burkina Faso	Offre envoyée	2026-09-24	

Offres reçues

Tauraco n'évalue pas ces propositions et n'en recommande aucune. La décision de financement appartient à l'établissement financier, le choix à l'entreprise.

BANQUE	MONTANT OFFERT	DURÉE	VALABLE JUSQU'AU	CONDITIONS	SÛRETÉ DEMANDÉE	RESTE À FINANCER	STATUT	TAUX	QUOTITÉ	FRAIS	ACTIONS
Tauraco Demo Bank — Sénégal	20 649,99 XOF	60 jours	2026-11-08	Offre de démonstration — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE	Non	8 850,01 XOF	REÇUE	9,90 % Taux annuel	80,00 %	1,50 %	ACCEPTER ÉCARTER
Tauraco Demo Bank — Burkina Faso	17 700 XOF	60 jours	2026-11-08	Offre de démonstration — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE	Non	11 800 XOF	REÇUE	10,40 % Taux annuel	80,00 %	1,50 %	ACCEPTER ÉCARTER

Constitution de sûreté

FINANCEMENT COMMERCIAL POSSIBLE — CONSTITUTION DE SÛRETÉ NON DISPONIBLE

Le financement commercial reste possible : seule l'étape de constitution d'une sûreté réelle est indisponible.

Échapper aux fausses banques

◆ Les offres reçues par l'entreprise sur une demande de financement.

Garde-fous

- L'immutabilité d'une offre soumise est imposée directement par une contrainte en base de données, pas seulement par une règle applicative : toute tentative de modification d'un champ commercial sur une offre déjà soumise est rejetée au niveau du moteur de données lui-même.
- L'unicité d'une offre vivante par banque et d'une offre acceptée par demande est également garantie en base, pour éliminer toute fenêtre de compétition entre deux acceptations concurrentes.
- La plateforme ne classe jamais les offres ni les banques : elles sont présentées par ordre de réception, jamais par montant décroissant ni par un quelconque score — « le montant le plus élevé n'est pas la meilleure offre, il peut être le plus cher ». L'annuaire des banques lui-même est trié alphabétiquement, jamais par un classement calculé.

06 Position concurrentielle & fourchettes de marché

Pourquoi

Une banque a besoin d'un repère pour situer sa propre offre par rapport au marché — sans que cela ne revienne jamais à exposer les offres individuelles de ses concurrentes, ce qui reviendrait à organiser une entente tarifaire.

Comment dans l'application

Deux mécanismes distincts et jamais confondus. La position concurrentielle situe une banque sur un dossier précis, en incluant sa propre offre dans la comparaison — c'est une comparaison de soi aux autres. La fourchette de marché, elle, agrège

les conditions offertes par les autres institutions sur un segment (pays, produit, devise, tranche de maturité), sur une fenêtre glissante de douze mois, et exclut explicitement toute offre de la banque appelante de son propre calcul.

La fourchette n'est publiée que si un seuil de **k-anonymat** est atteint : au moins trois offres, émanant d'au moins trois institutions distinctes. En dessous, aucune fourchette partielle n'est renvoyée — seulement l'indication que le seuil n'est pas atteint. Le résultat publié se limite à un minimum, une médiane et un maximum en points de base.

Le cloisonnement entre réseau réel et réseau de démonstration est respecté à ce niveau aussi : la classe d'environnement retenue pour le calcul est celle de l'institution qui interroge, jamais celle d'une offre individuelle — une offre n'a pas sa propre classe.

RETRARD MOYEN
—

PROFIT RÉGULIER AL THÉORIE
—

BALANCE AGÉE
à échoir : 4 1-30 j : 0 31-60 j : 0 61-90 j : 0 90 j et + : 0

INCIDENTS (RETARD > 30 J)
0

Historique du cédant

DEMANDES DE FINANCEMENT	FACILITÉS ACTIVES	ÉCHÉANCES EN RETARD	RETARD MOYEN
6	2	1	—

GÉNÉRER LE BRIEF

GÉNÉRER ANALYSE IA

Position concurrentielle

POSITION	OFFRES EN LIGNE	MESURÉE SUR
Meilleure offre	2	Montant proposé

Fourchette de marché

MINIMUM	MÉDIA	MAXIMUM
9,50 %	10,70 %	12,50 %

Documents

Rien à afficher
Aucun document transmis.

◆ La position concurrentielle d'une banque sur un dossier.

Garde-fous

- Le seuil minimal de trois offres et trois institutions distinctes est une condition stricte, jamais assouplie pour afficher un résultat partiel.
- Le nombre d'institutions affiché dans une fourchette de marché est un agrégat de segment sur douze mois — jamais un comptage de concurrents sur un dossier précis, notion qui relève exclusivement de la position concurrentielle.
- Aucun lien n'est jamais construit entre ce calcul de marché et les données de tierce détention ou de collatéral d'un dossier particulier.

07 Contrats, facilité et servicing du financement

Pourquoi

Une fois une offre acceptée, il faut un fil continu et infalsifiable qui va de l'engagement jusqu'au remboursement — décaissement compris — sans que Tauraco ne touche jamais les fonds : la banque décaisse en direct, la plateforme documente et rapproche.

Comment dans l'application

Chaîne du servicing. L'acceptation d'une offre crée un engagement (*Commitment*), qui fige les conditions commerciales sous forme d'instantané signé cryptographiquement, à l'état « conditions en attente » — son activation est bloquée tant que des conditions suspensives restent ouvertes. Une fois activé, il ouvre une facilité de crédit, sur laquelle des tirages sont demandés puis approuvés, chacun donnant lieu à un décaissement suivant ses propres états — dont deux, distincts et jamais confondus : « décaissé » n'est pas « confirmé ». Tauraco ne constate pas un paiement, elle en reçoit la preuve, avec une référence bancaire obligatoire. L'encours de la facilité ne bouge qu'au moment de ce constat, sous verrou explicite pour éviter toute perte d'écriture en cas de paiements simultanés. Vient ensuite l'échéancier de remboursement, puis le rapprochement périodique entre l'encours calculé par la plateforme et le solde annoncé par la banque.

Contrats et signature. Le dossier ne repose pas aujourd'hui sur une signature électronique intégrée au parcours institutionnel lui-même : l'obligation naît de l'acceptation de l'offre, pas d'un document contractuel signé dans la même chaîne. Deux mécanismes de signature électronique existent par ailleurs dans la plateforme (l'un multi-partie avec chaîne d'événements hachée, l'autre à signataire unique avec versions hachées) mais servent d'autres parcours et ne sont pas aujourd'hui branchés sur le cycle facilité-tirage-décaissement.

Rapprochement. Comparer l'encours dérivé du registre des mouvements au solde annoncé par la banque produit soit une concordance, soit un écart classé en exception — jamais corrigé automatiquement. Résoudre une exception exige une note de résolution explicite ; l'écart original reste visible même après résolution, seul le statut change.

Échéancier							
Filtrer par statut		Tous					
Échéance	Ligne	Principal	Intérêts	Frais	Payé	Reste dû	Statut
26/08/2026	Ligne sur créances	50 000 XOF	0 XOF	2 000 XOF	0 XOF	52 000 XOF	EN RETARD
07/10/2026	Ligne sur créances	0 XOF	0 XOF	0 XOF	0 XOF	0 XOF	À ÉCHOIR
07/10/2026	Prêt à terme	600 000 XOF	24 000 XOF	6 000 XOF	610 000 XOF	20 000 XOF	PARTIELLEMENT RÉGLÉE
25/10/2026	Ligne sur créances	50 000 XOF	0 XOF	2 000 XOF	0 XOF	52 000 XOF	À ÉCHOIR

◆ L'échéancier de remboursement d'une facilité.

Garde-fous

- Le registre des mouvements financiers est en ajout seul, garanti à trois niveaux indépendants : un déclencheur en base de données bloque toute modification ou suppression, même pour le propriétaire du schéma ; les rôles applicatifs ne disposent que des privilèges de lecture et d'ajout, jamais de modification ; une liste fermée de contraintes vérifie la cohérence de chaque écriture (montant non nul, motif obligatoire pour toute correction).
- Corriger une écriture ne se fait jamais en la modifiant : soit une écriture inverse la contrepartie explicitement, soit une écriture d'ajustement motivée s'ajoute — aucune fonction ne permet de « ramener » un solde à un chiffre cible, ce qui masquerait l'écart et sa cause.
- Aucune API de paiement sortant n'existe côté plateforme : tous les états de décaissement sont aujourd'hui saisis manuellement par l'institution elle-même, et des vérifications automatisées confirment qu'aucun mouvement n'apparaît jamais dans les tables de portefeuille héritées du modèle investisseur.

08 KYB institution

Pourquoi

Tauraco ne doit parler, dans son réseau commercial, qu'à de véritables établissements financiers habilités à prêter. Ce processus organise la constitution du dossier qui le prouve, avant que l'institution puisse recevoir la moindre demande.

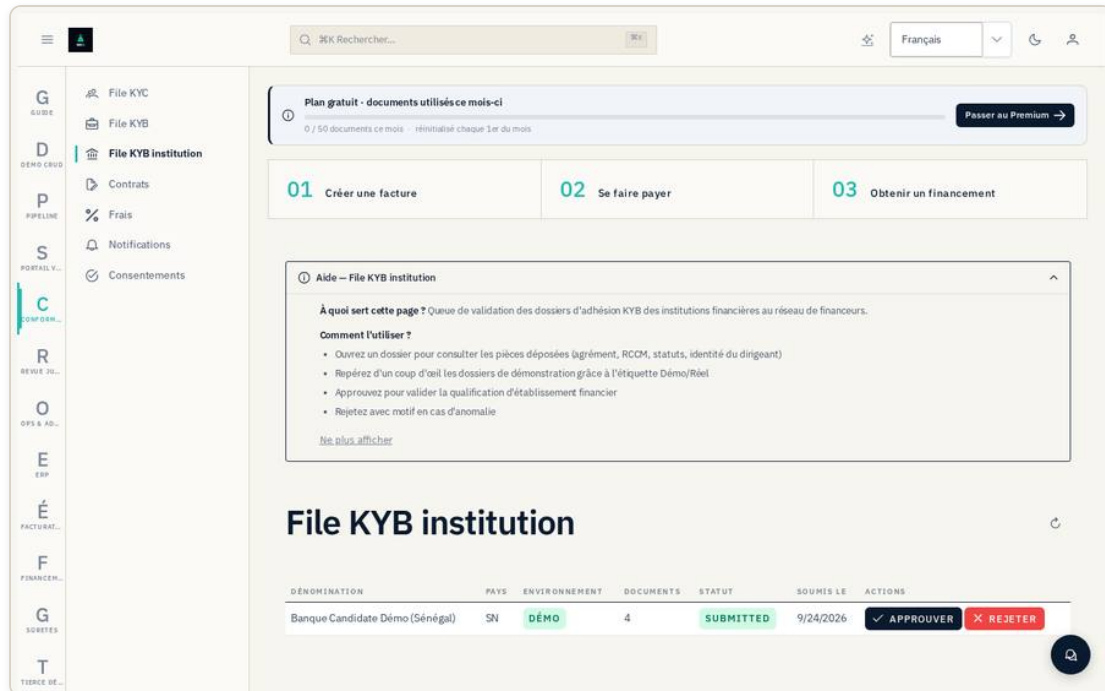
Comment dans l'application

Une institution partenaire n'a pas de table dédiée : elle est représentée par la combinaison d'un tenant, d'une identité au registre commun des tiers, d'une qualification déclarée et d'un enrôlement au réseau — ajouter une table séparée aurait créé une seconde vérité sur « qui est cette banque ». Le numéro d'agrément saisi à l'inscription est une simple déclaration : aucune fonction n'interroge un registre bancaire externe pour le vérifier, et la qualification créée naît toujours `non_validee`.

L'institution dépose son dossier KYB (agrément du régulateur, statuts, RCCM, pièce d'identité du dirigeant) par ses propres routes, volontairement accessibles avant même d'avoir la qualification d'établissement financier — l'exiger à ce stade créerait une situation impossible où une institution en attente ne pourrait jamais la devenir. Le dossier suit un cycle simple : un dépôt le fait passer à `SUBMITTED`, seul le statut `APPROVED` ferme définitivement la possibilité d'un nouveau dépôt — un dossier rejeté peut toujours être redéposé.

Une file dédiée à l'équipe conformité liste les dossiers soumis ou en cours de revue. Approuver un dossier fait deux choses en un seul geste : il fait passer le dossier à `APPROVED` et promeut la qualification d'établissement financier du tiers en `validee` — c'est cette promotion, et elle seule, qui ouvre à l'institution l'ensemble des

cockpits bancaires (dossiers reçus, offres, position concurrentielle, fourchettes de marché).



◆ La file de revue KYB des institutions.

Garde-fous

- L'administration qui crée, suspend ou invite les utilisateurs d'une institution n'ouvre jamais d'accès à ses dossiers commerciaux privés — même un rôle d'administration plateforme n'entre jamais dans la résolution du contexte institutionnel.
- La validation d'une qualification est un acte humain et tracé, jamais automatique : rien dans le système ne peut promouvoir de lui-même une déclaration non vérifiée.
- Approuver un dossier déjà complet exige que les pièces obligatoires soient effectivement déposées — l'approbation vérifie la complétude avant de promouvoir quoi que ce soit.

09 Abonnements institutions

Pourquoi

Certaines fonctionnalités à forte valeur — l'analyse nominative d'un dossier, la position concurrentielle, les fourchettes de marché — ont un coût réel de calcul et, pour l'analyse, un coût d'appel à un modèle de langage. Le palier d'abonnement est le mécanisme qui finance ces fonctionnalités et le modèle économique de la plateforme côté institutions.

Comment dans l'application

Chaque institution enrôlée porte un palier d'abonnement, **STANDARD** par défaut, ou **PREMIUM** avec une date d'expiration facultative. Le palier **PREMIUM** débloquent trois choses précises, toutes protégées par la même vérification : la lecture du contenu de l'analyse nominative d'un dossier (une institution non Premium apprend que l'analyse existe, sans y accéder), la génération du résumé rédigé par intelligence artificielle sur cette même analyse, et la consultation de la position concurrentielle comme des fourchettes de marché sur un segment.

Le changement de palier est une action d'administration explicite, jamais un effet de bord d'une autre opération — elle ne touche que les deux colonnes du palier et de sa date d'expiration.

Identité

IDENTIFIANT TECHNIQUE	PAYS D'ORIGINE	ADRESSE ÉLECTRONIQUE	IMMATRICULATION
demo-bank-sn	SN	—	—

ETABLISSEMENT_FINANCIER - SN — VALIDÉE

Abonnement

PREMIUM Premium jusqu'au 23/09/2027

Palier: **PREMIUM** | Échéance: 2027-09-23

ENREGISTRER

HISTORIQUE DES CHANGEMENTS

DATE	ANCIEN → NOUVEAU	ÉCHÉANCE	ACTEUR
23/09/2026	STANDARD → PREMIUM	23/09/2027	sega@tauraco.io
21/09/2026	PREMIUM → STANDARD	—	sega@tauraco.io
21/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
21/09/2026	PREMIUM → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
21/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
21/09/2026	PREMIUM → STANDARD	—	sega@tauraco.io
21/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	PREMIUM → STANDARD	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	PREMIUM → STANDARD	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	PREMIUM → STANDARD	—	sega@tauraco.io
20/09/2026	STANDARD → PREMIUM	—	sega@tauraco.io

◆ La gestion du palier d'abonnement d'une institution.

Garde-fous

- Le contrôle d'accès Premium est toujours appliqué après le contrôle d'existence du dossier — une institution non destinataire d'une demande reçoit un refus « dossier introuvable », jamais un refus « accès payant requis », qui trahirait l'existence du dossier à qui n'y a pas droit.
- Chaque changement de palier d'abonnement est audité avec l'ancien et le nouveau palier, et la date d'expiration éventuelle — l'historique complet des changements reste consultable.
- Une institution inconnue du réseau est traitée par défaut comme non Premium, jamais l'inverse : l'absence de droit est le repli sûr.

Pourquoi

Prêter contre une garantie suppose de savoir, à tout instant, ce que cette garantie vaut réellement et ce qu'elle autorise à financer — jamais une estimation optimiste, mais un chiffre mesuré, prudent et traçable jusqu'à la politique et à l'instantané qui l'ont produit.

Comment dans l'application

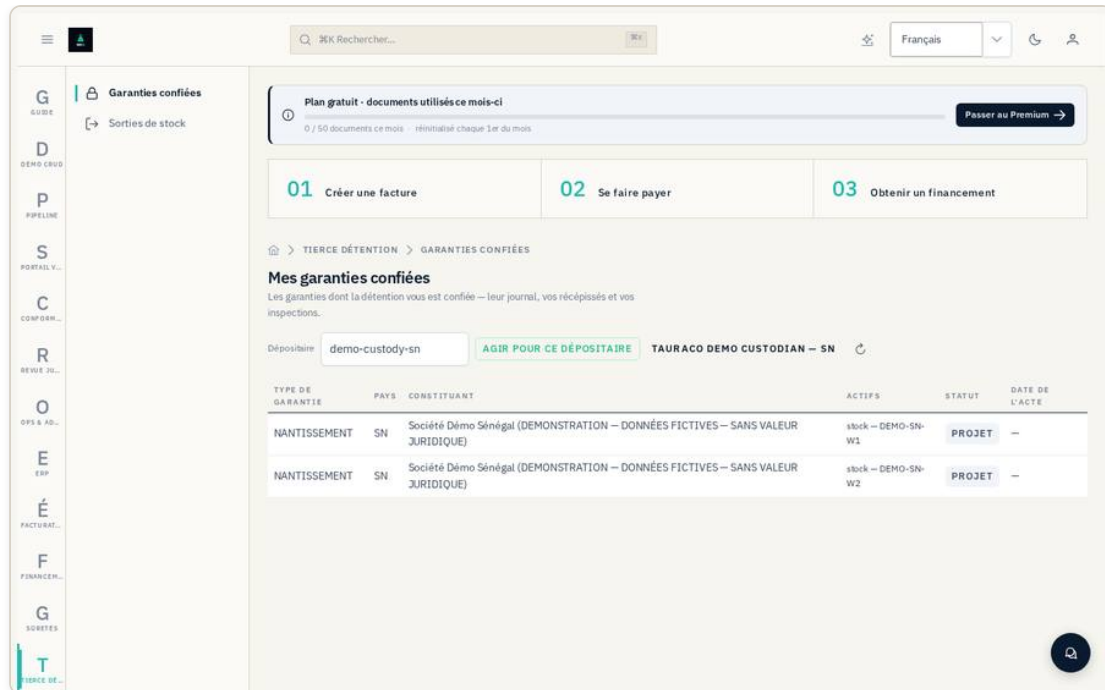
Le moteur de calcul de l'assiette (*borrowing base*) est agnostique de la nature de l'actif : il applique, dans un ordre fixe, l'exclusion des positions inéligibles, un écrêtement de concentration par contrepartie, une décote, puis un taux d'avance — chaque paramètre (devise, décote, taux d'avance, plafond de concentration) devant être explicitement défini par la banque, sans aucune valeur par défaut implicite. Plusieurs sources (créances, stocks) peuvent être combinées, à condition qu'aucune ne manque de règles et qu'elles partagent la même devise.

Valorisation. Un actif de stock est valorisé au plus bas du coût comptable et de la dernière observation de marché connue — jamais l'inverse, et cette valeur retenue n'est jamais stockée : elle est recalculée à chaque demande, pour ne jamais contredire ses sources. Une observation de marché sans fournisseur de prix identifié est refusée : une valorisation sans source est une opinion, pas une donnée.

Un lot de stock non déclaré n'est pas exclu, il est inconnu. Le statut de propriété d'un lot vaut `UNKNOWN` par défaut, distinct de `NONE` : l'éligibilité se gagne par une déclaration explicite de propriété, jamais par une simple absence d'objection. Déclarer un lot possédé est un geste, pas un oubli qu'on présume favorable.

Politique versionnée. Chaque banque définit sa propre politique d'assiette par source d'actif et par devise, sous forme de versions successives datées : ouvrir une nouvelle version referme automatiquement la précédente, et il est impossible de faire démarrer une version avant ou à la date de celle qu'elle remplace — l'histoire ne se réécrit pas.

Instantané figé. Chaque calcul d'assiette écrit un nouvel instantané complet, avec le détail par source ; recalculer n'efface jamais l'instantané précédent. Si l'encours dépasse l'assiette ainsi calculée, une déficience est ouverte avec un délai de régularisation (dix jours par défaut, ajustable par banque) : l'horloge démarre au premier constat et ne redémarre pas à chaque mise à jour ultérieure. Elle se referme dès que l'écart disparaît.



◆ Les positions de stock retenues dans l'assiette de financement.

Garde-fous

- Aucun paramètre de calcul de l'assiette n'a de valeur par défaut — l'absence d'une politique explicite bloque le calcul plutôt que de le faire avec une hypothèse.
- Il ne peut jamais exister deux dossiers de déficience ouverts simultanément pour une même facilité.
- Un instantané d'assiette est immuable dès qu'il est écrit ; toute évolution produit un nouvel instantané qui référence sa politique et sa version d'origine.

11 Tierce détention

Pourquoi

Quand une garantie repose sur un stock physique, quelqu'un doit en exercer le contrôle indépendamment de l'emprunteur — un tiers détenteur qualifié, avec ses propres droits, ses propres preuves et sa propre responsabilité. Ce n'est jamais un simple champ texte sur un entrepôt : c'est un acteur à part entière de la plateforme.

Comment dans l'application

Un tiers détenteur est représenté comme les banques partenaires le sont : une identité au registre commun, une qualification spécifique validée et en vigueur, et un espace propre auquel sont rattachés ses utilisateurs habilités. Un entrepôt ne fait que référencer le tiers détenteur qui en a le contrôle — il ne « prend » rien lui-même, il dit qui contrôle le lieu.

Désignation et réception, deux actes distincts. Désigner un tiers détenteur est un geste du bénéficiaire de la garantie (l'institution), qui vérifie que le tiers désigné

porte bien la qualification requise. Confirmer la réception est un geste du dépositaire lui-même, dans son propre espace : c'est l'acte par lequel il engage sa garde. Le premier ne vaut jamais le second — désigner n'est pas recevoir.

Preuves et récépissés. Chaque étape marquante (réception, inspection, sortie exécutée) produit une preuve typée et horodatée, avec une empreinte cryptographique du document. Un récépissé émis ne se retire jamais : il ne peut être contredit que par un constat ultérieur, jamais effacé.

Inspections. Le dépositaire enregistre ses contrôles de terrain avec un verdict volontairement binaire — conforme ou négatif — pour éviter qu'un résultat nuancé ne devienne un commentaire sans conséquence plutôt qu'un verdict exploitable.

Sorties de stock, une chaîne à trois acteurs. Une sortie est d'abord demandée par le bénéficiaire, motif obligatoire. Elle est ensuite autorisée ou refusée, mais ce geste est réservé au rôle décideur de l'institution seul — et cette autorisation n'est pas la mainlevée de la garantie elle-même, elle libère une sortie physique, rien de plus. Elle n'est enfin exécutée que par le dépositaire, dans son propre espace cloisonné, et seulement si elle a été préalablement autorisée, avec un bon de sortie en preuve.

Plan gratuit - documents utilisés ce mois-ci
0 / 50 documents ce mois - réinitialiser chaque 1er du mois

01 Créer une facture 02 Se faire payer 03 Obtenir un financement

TIERCE DÉTENTION > SORTIES DE STOCK

Sorties de stock
Les demandes de sortie qui vous concernent — vous exécutez celles que le bénéficiaire a autorisées.

Dépositaire: demo-custody-sn AGIR POUR CE DÉPOSITAIRE TAURACO DEMO CUSTODIAN - SN

GARANTIE	STATUT	MOTIF	MOTIF DU REFUS	DEMANDÉE LE	ACTIONS
fab8c68b	REFUSÉE	DEMONSTRATION — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE — seconde vente, en attente de décision	DEMONSTRATION — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE — couverture insuffisante après l'inspection négative du 30/08	2026-09-09	
fab8c68b	EXÉCUTÉE	DEMONSTRATION — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE — vente partielle	—	2026-09-09	
fab8c68b	DEMANDÉE	DEMONSTRATION — DONNÉES FICTIVES — SANS VALEUR JURIDIQUE — troisième vente, en attente de décision	—	2026-09-10	

◆ Le circuit d'autorisation d'une sortie de stock.

Garde-fous

- Trois faits doivent être vérifiés avant qu'un dépositaire puisse agir : l'existence de son espace, l'existence de son identité au registre, et une qualification validée et en vigueur — sans aucune dérogation, y compris pour un rôle d'administration plateforme.
- La demande, l'autorisation et l'exécution d'une sortie de stock appartiennent à des rôles et, pour l'exécution, à un tenant entièrement distinct — jamais la même session ne peut demander et exécuter.

- La session applicative du dépositaire échoue explicitement plutôt que de servir une requête si le cloisonnement technique qui la protège n'est pas en place.

12 Alertes & observabilité métier

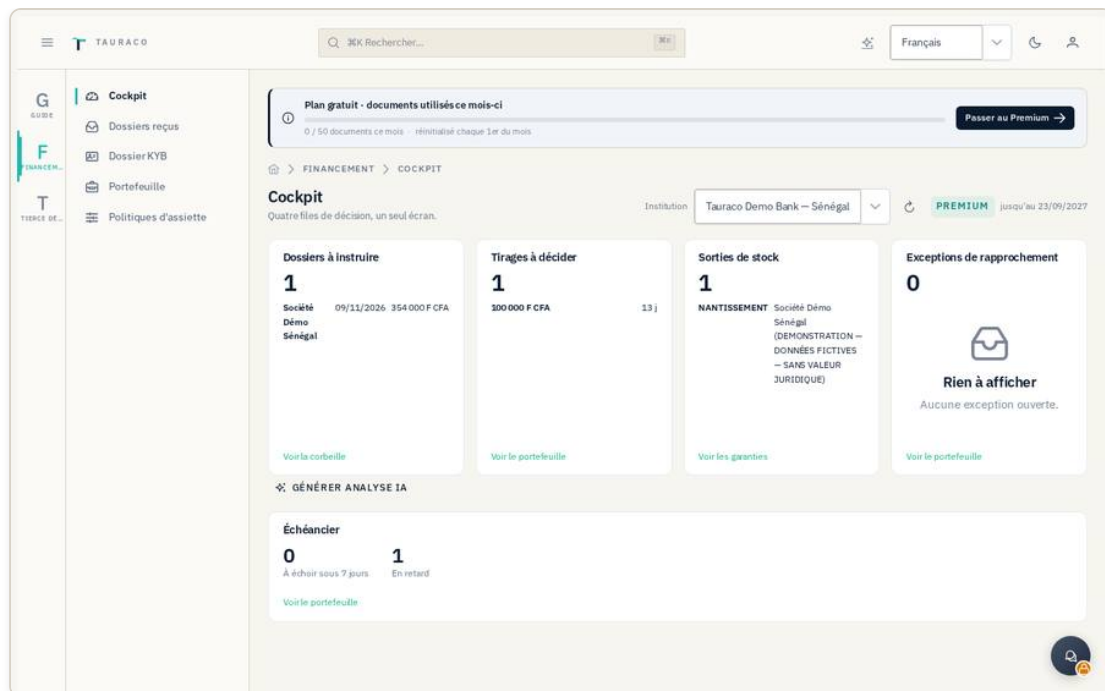
Pourquoi

Un dossier de financement ou une garantie peuvent se dégrader silencieusement — une assiette devenue insuffisante, une formalité en retard, une inspection négative. Ce processus détecte ces situations tôt et les porte au bon interlocuteur, sans jamais laisser la démonstration commerciale se mélanger à la réalité opérationnelle.

Comment dans l'application

Deux familles d'alertes couvrent, d'une part, les sûretés et le collatéral (péréemption d'inscription, échéance non encaissée, gage potentiellement multiple, mainlevée non effectuée, formalité incomplète ou en retard, configuration juridique non validée, risque de procédure collective, contrôle de terrain négatif, inspection en retard, mandat échéant ou échu, source de coût périmée) et, d'autre part, le servicing du financement institutionnel (offre expirante, conditions suspensives ouvertes, facilité échéante, tirage en attente, échéance à venir ou en retard, assiette insuffisante, décaissement en attente, rapprochement divergent). Chaque alerte porte une sévérité (information, avertissement, critique) et un statut (ouverte, prise en compte, résolue, ou supprimée — jamais effacée : une alerte supprimée reste une décision humaine tracée que le moteur respecte).

Cloisonnement démo/réel. Le tenant retenu pour classer une alerte ou une métrique vient toujours du jeton d'authentification, jamais d'un en-tête envoyé par l'appelant qui pourrait être falsifié. Un tenant dont la classe n'est pas connue compte par défaut comme démonstration — jamais comme réel, ce qui serait le repli dangereux. Pour les institutions, l'axe démonstration vit sur l'espace financeur lui-même plutôt que sur le tenant technique, parce qu'une banque de démonstration existe malgré tout comme tenant réel sur la plateforme ; les agrégats de pilotage excluent donc explicitement les institutions de démonstration de leur périmètre réel, sauf demande contraire explicite.



◆ Le cockpit d'alertes et d'observabilité d'une institution.

Garde-fous

- Le vocabulaire des types d'alertes est verrouillé jusqu'en base de données par une contrainte explicite, pour qu'un type d'alerte déclaré côté applicatif mais non reconnu par cette contrainte ne puisse jamais être écrit silencieusement — un tel écart, déjà constaté et corrigé, a empêché plusieurs types d'alertes d'être enregistrés jusqu'à sa correction.
- Aucune alerte mutualisée au niveau du réseau ne peut porter une donnée commerciale sensible (taux, quotité, marge, montant, score, éléments KYB) — la confidentialité est vérifiée avant l'écriture, pas après.
- Une alerte n'est jamais supprimée définitivement : sa résolution ou sa suppression reste un événement conservé dans l'historique du dossier.

13 Réseau de démonstration

Pourquoi

Démontrer la plateforme sur les dix-sept États qu'elle vise à couvrir suppose d'y avoir une institution partenaire, sous les vrais rôles techniques et les vraies devises — sans jamais qu'une entreprise réelle ne puisse recevoir une offre d'une banque qui n'engage en réalité personne.

Comment dans l'application

Un script d'opérateur dédié — jamais déclenché automatiquement par un agent — enrôle une institution de démonstration dans chacun des dix-sept États OHADA et environnants, avec un parcours complet possible dans chacun : demande, offre, acceptation, engagement, facilité, tirage, décaissement, échéancier. C'est l'axe

`environment_class`, porté par l'espace financeur de chaque institution, qui garantit l'étanchéité — pas le script lui-même, qui ne fait qu'écrire dans ce périmètre déjà cloisonné.

La règle de visibilité est symétrique et jamais un simple interrupteur : une entreprise réelle ne voit jamais une banque de démonstration comme financeur disponible, mais une entreprise de démonstration ne peut pas davantage adresser une demande à une vraie banque, ce qui constituerait une sollicitation réelle née d'un jeu d'essai. Chaque monde ne voit que le sien. Le paramètre qui contrôlerait l'inclusion du réseau de démonstration est fermé par défaut : il faut l'ouvrir explicitement, jamais l'inverse — une omission ne doit jamais exposer le réseau de démonstration à un client réel.

Banques partenaires
Créer, habilitier et suivre les établissements du réseau.

L'administration voit l'existence et le périmètre d'un établissement. Elle n'accède pas à ses dossiers commerciaux, ni aux conditions qu'il propose.

ÉTABLISSEMENT	PAYS D'ORIGINE	PAYS COUVERTS	STATUT	ONBOARDING	ABONNEMENT
Banque BF	BF	BF	ACTIVE	Terminé	STANDARD
Banque BJ	BJ	BJ	ACTIVE	Terminé	STANDARD
Banque CD	CD	CD	ACTIVE	Terminé	STANDARD
Banque CF	CF	CF	ACTIVE	Terminé	STANDARD
Banque CG	CG	CG	ACTIVE	Terminé	STANDARD

◆ L'annuaire des banques partenaires, réelles et de démonstration.

Garde-fous

- Le script d'enrôlement du réseau de démonstration exige une double confirmation explicite (une variable d'environnement et un drapeau de commande) — sans les deux, il décrit ce qu'il ferait sans rien écrire.
- Il n'effectue jamais de suppression ni de remise à zéro : uniquement des créations idempotentes, strictement dans le périmètre de démonstration.
- Aucun mot de passe n'est choisi ni journalisé par ces scripts ; toute adresse e-mail créée utilise un domaine non résoluble réservé à cet usage.
- Le réseau de démonstration n'est jamais servi à un vrai client — cette garantie tient à l'axe `environment_class` vérifié à chaque lecture, pas à une convention de nommage ou à une vigilance humaine.

Pourquoi

Une règle de droit ne devient opposable dans le produit qu'après avoir été relue par un juriste habilité — jamais parce qu'un développeur l'a codée avec bonne foi. Ce processus organise cette relecture pour que chaque cellule du référentiel de sûretés utilisée en production ait été effectivement validée par quelqu'un qui en porte la responsabilité.

Comment dans l'application

Une règle traverse une machine à états à quatre positions : `PROPOSEE_A_VALIDER`, puis, après validation, `VALIDEE_CONSEIL`, et enfin, après un second geste distinct, `ACTIVEE` — seul cet état rend la règle utilisable en production. La distinction entre les deux derniers états est volontaire : le conseil peut dire ce que le droit permet sans que quiconque ait encore décidé de s'en servir, par exemple parce qu'un moteur n'est pas prêt ou qu'une question opérationnelle reste ouverte. Une position de correction (`A_CORRIGER`) permet de renvoyer une proposition en amont sans la perdre.

Trois habilitations distinctes gouvernent ces gestes : relire, commenter et demander une correction sont ouverts à un réviseur ; verser une proposition dans l'espace de revue est ouvert à un éditeur de règles, qui n'emporte aucun pouvoir de validation ; valider et activer sont tous deux réservés à un approbateur, enregistré nommément avec le cabinet et la source de son habilitation. Chaque correction d'une règle déjà proposée crée une nouvelle version plutôt que d'écraser la précédente — une règle relue six mois plus tard doit pouvoir montrer ce qui avait été soumis et ce que le conseil avait répondu à ce moment-là.

Le référentiel de base couvre vingt-deux régimes de sûretés OHADA, complétés par des surcouches nationales propres à chaque pays ; une cellule non validée ou explicitement marquée indisponible ne peut jamais être utilisée par défaut — toute opération qui la rencontrerait est bloquée et remontée explicitement à un humain, plutôt que de recevoir une valeur par défaut qui produirait une sûreté silencieusement nulle.

Garde-fous

- Verser une proposition et la valider sont deux actes de nature différente, volontairement tenus par des habilitations distinctes : lier les deux avait pour effet pervers de laisser l'espace de revue vide, faute d'approbateur disponible pour l'alimenter.
- Un jeu de règles fictif, utilisé pour les démonstrations, est verrouillé pour ne jamais pouvoir se charger en production — la règle est posée à la fois dans le code et dans une colonne dédiée en base, pour qu'une base restaurée depuis un environnement de démonstration ne puisse pas déverrouiller ce jeu fictif en production par la seule vertu de ses données.

- Une valeur par défaut erronée serait pire qu'un blocage : un blocage coûte un appel téléphonique, une sûreté nulle coûte le principal du financement.

15 IA embarquée

Pourquoi

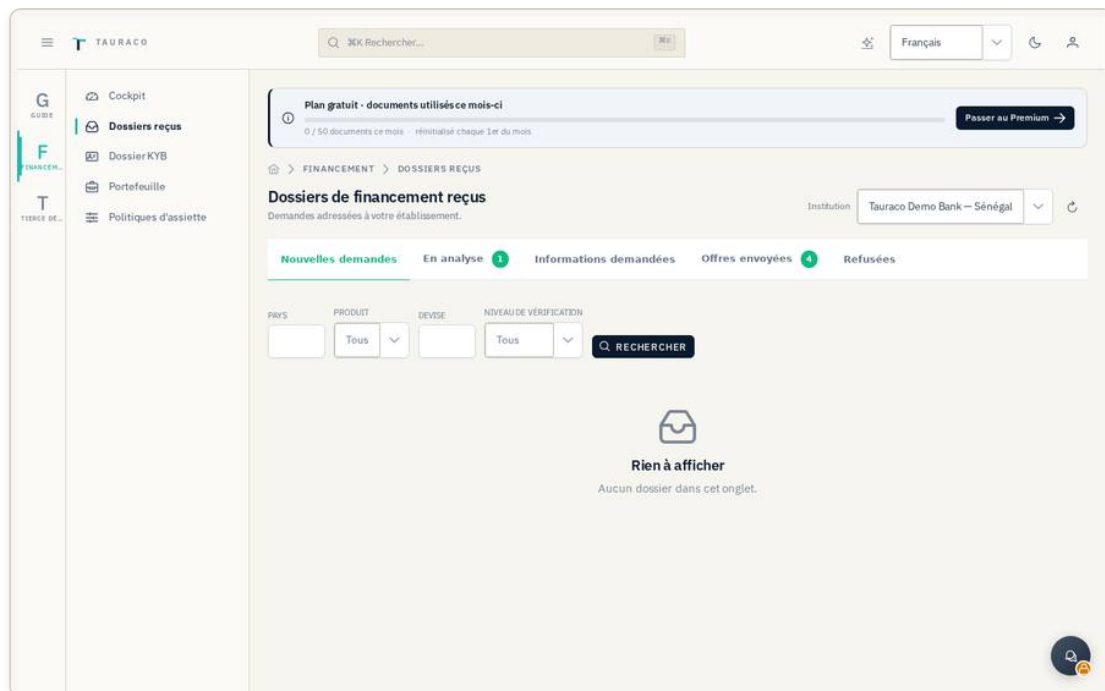
Donner à un dirigeant, ou à une banque premium, un accès conversationnel à ses propres données a une vraie valeur d'usage — mais seulement si le modèle de langage ne peut jamais écrire une requête libre ni franchir une frontière de tenant, de rôle ou de type d'accès. Ce processus rend cet accès possible sans jamais l'ouvrir sur une fuite de données.

Comment dans l'application

Le requêteur conversationnel ne laisse jamais le modèle générer du SQL : il ne peut choisir que parmi un catalogue fermé d'outils typés, un par type d'accès (ERP et financement, financement seul, ou investisseur), un seul catalogue étant chargé en mémoire pour une session donnée. Chaque appel d'outil passe par un point de passage unique qui refuse tout nom d'outil inconnu, rejette tout paramètre de portée que le modèle tenterait d'envoyer lui-même (identifiant de tenant, d'utilisateur, rôle), valide le reste contre un schéma strict, exécute la requête sur une connexion en lecture seule dédiée, puis vérifie que chaque ligne retournée appartient bien au tenant appelant — toute ligne étrangère fait échouer le lot entier, pas seulement la ligne fautive. Chaque appel est audité à ce même point de passage, jamais par le code métier qui traite la requête.

La connexion en base dédiée au requêteur ne dispose que du droit de lecture, sur une liste fermée de tables, avec un délai d'exécution strictement limité — aucune table sensible (utilisateurs, configuration de paiement, signature, journaux d'audit, dossiers KYB) n'y est jamais accessible.

Le catalogue investisseur continue d'anonymiser ce qu'il restitue — identité du fournisseur et de l'acheteur exclues, montants et durées regroupés par palier, secteur anonymisé par k-anonymat — bien que le marché public destiné aux investisseurs ait été fermé par ailleurs : ce catalogue interroge directement les données historiques, indépendamment des écrans fermés, et reste donc soumis à cette même anonymisation.



◆ L'assistant conversationnel, ici côté banque.

Garde-fous

- Un rôle d'administration plateforme ne peut jamais utiliser le requêteur — l'accès est explicitement bloqué avant même d'envisager un appel au modèle de langage, de même qu'un profil aux rôles contradictoires.
- L'accès est soumis à un contrôle d'abonnement premium, vérifié avant toute dépense d'appel au modèle — chaque refus, qu'il soit de rôle ou d'abonnement, est audité avant que l'erreur ne soit renvoyée.
- La liste des tables accessibles existe en double, une fois au niveau du rôle de base de données et une fois au niveau applicatif — les deux doivent concorder, et l'une agit avant même que l'autre ne soit sollicitée.